

**MICHAEL
LÖWY**

**QU'EST-CE QUE
L'ÉCOSOCIALISME ?**

" L'Écosocialisme est un projet d'avenir,
une utopie radicale, un horizon du possible,
mais aussi, et inséparablement [...] une action autour d'objectifs et de propositions
concrètes et immédiates."



AVERTISSEMENT

En juin 2022, les militant-es d'Ensemble ! engagé-es au sein de la France insoumise décidaient de se transformer en « Gauche écosocialiste ». Ce choix n'est pas anodin : les militant-es de gauche ont longtemps considéré (au mieux) l'écologie comme un élément de programme au même titre que les autres, un chapitre de plus dans une série de « fronts de lutte » bien fournie.

En adoptant un nom affirmant la nécessaire articulation sur un pied d'égalité de l'écologie et du socialisme, nous franchissons un pas. L'objectif est de rester fidèles aux acquis du mouvement ouvrier (qu'il s'agit pourtant de revisiter) tout en intégrant une donnée majeure de la situation mondiale : l'essor dramatique d'une crise écologique qui impose de transformer d'urgence les modes de production, de transport et de consommation.

« Pas de socialisme sans écologie, pas d'écologie sans socialisme ». Ce slogan entre désormais en écho avec des luttes et des mobilisations populaires de plus en plus massives et déterminées. Le succès du programme « L'Avenir en commun », porté par la France insoumise – au sein de laquelle nous sommes investi-es –, en est un exemple remarquable.

Considérant que l'une de nos tâches est de contribuer à la diffusion des recherches qui arment les mouvements d'émancipation, nous entamons ce travail de publication de courtes brochures par un texte de l'un des tout premiers contributeurs de cette bataille des idées pour l'écosocialisme, Michael Löwy.

C'est en 2012 que les éditions Mille et une Nuits publiaient son ouvrage : *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*. Nous vous proposons ci-après de larges extraits de sa nouvelle préface écrite pour la réédition proposée en 2020 par Le temps des cerises* ainsi que le premier chapitre du livre. Que notre camarade Michael et son éditeur en soient ici remerciés.

Depuis l'écriture de ce texte, on peut observer certains changements. La question de la décroissance par exemple est désormais un élément du débat public et théorique qui traverse aussi nos rangs. Elle est devenue le point de fixation de l'idéologie conservatrice. On se souvient des propos du président de la République qui comparait les écologistes aux Amish afin de disqualifier tout projet de transformation radicalement écologiste.

Reste que bien des difficultés sont encore devant nous. Par exemple, comment rendre désirable un projet qui bouleverse bien des habitudes et se heurte à une culture consumériste encore très ancrée dans les mentalités ? Comment constituer un « bloc social et politique » à partir d'une situation de fragmentation et d'éclatement des classes populaires ? Sur tous ces sujets et bien d'autres, notre courant a l'ambition de contribuer à la réflexion collective et à l'avancée d'un projet d'émancipation pour notre époque.

La Gauche écosocialiste, janvier 2023.



* Michael Löwy, *Qu'est-ce que l'écosocialisme ?*, Le temps des cerises, 2020.

[PRÉFACE À L'ÉDITION 2020 - EXTRAITS]

[...] Les « décideurs » de la planète – milliardaires, managers, banquiers, investisseurs, ministres, parlementaires et autres « experts » – motivés par la rationalité bornée et myope du système, obsédés par les impératifs de croissance et d'expansion, la lutte pour les parts de marché, la compétitivité, les marges de profit et la rentabilité, semblent obéir au principe proclamé par Louis XV : « Après moi le déluge. » Le déluge du XXI^e siècle risque de prendre la forme, comme celui de la mythologie biblique, d'une montée inexorable des eaux, noyant sous les vagues les grandes villes de la civilisation humaine : Hongkong, Shanghai, Londres, Venise, Amsterdam, New York, Rio de Janeiro...

À l'avant-garde de cette guerre du capital contre la nature se trouvent les « climato-négationnistes », les représentants directs de l'oligarchie fossile (pétrole, charbon, gaz de schiste, sables bitumineux, etc.) et de l'agronégoce : Donald Trump et Jair Bolsonaro. Ce dernier, dès son arrivée au pouvoir, a donné le feu vert au démantèlement de la forêt amazonienne, en dénonçant les communautés indigènes comme ennemies du « développement ». Pour célébrer cette nouvelle conjoncture, des figures de l'agrobusiness (élevage, soja, etc.) ont proclamé une « journée du feu », contribuant ainsi aux sinistres incendies qui depuis quelques mois ravagent le plus grand « puits de carbone » terrestre de la planète pouvant absorber une partie du CO₂ atmosphérique. Un faux débat s'est instauré entre Emmanuel Macron et Jair Bolsonaro : faut-il défendre le « droit d'intervention » des puissances européennes en Amazonie, ou proclamer, contre vents et marées, la « souveraineté » du Brésil sur la forêt ? Le vrai enjeu, c'est la solidarité internationale des peuples avec ceux qui se battent pour défendre l'Amazonie : les tribus indigènes, les paysans sans-terre, les communautés de base, les écologistes.

Le spectaculaire échec des conférences internationales illustre l'inertie des gouvernements « raisonnables », qui ne nient pas le réchauffement climatique. Les mesures jusqu'ici prises par les pouvoirs capitalistes les plus « éclairés » – protocole de Kyoto, paquet action-climat européen, avec leurs « mécanismes de flexibilité » et leurs marchés de droits à polluer – relèvent, comme le montre l'écologiste belge Daniel Tanuro,

ÉCOSOCIALISME, LE ROUGE ET LE VERT

Quelle est donc la solution alternative ? La pénitence et l'ascèse individuelle, comme semblent le proposer tant d'écologistes ? La réduction drastique de la consommation ? Daniel Tanuro constate avec lucidité que la critique culturelle du consumérisme proposée par les objecteurs de croissance est nécessaire, mais pas suffisante. Il faut s'attaquer au mode de production lui-même. Seule une prise en charge collective démocratique permettrait à la fois de répondre aux besoins sociaux réels, de réduire le temps de travail, de supprimer les productions inutiles et nuisibles, de remplacer les énergies fossiles par le solaire. Ce qui implique des incursions profondes dans la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public et de la gratuité, bref un plan écosocialiste cohérent ¹.

L'écosocialisme est un courant politique fondé sur une constatation essentielle : la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes – y compris la nôtre – est incompatible avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste. La poursuite de la « croissance » sous l'égide du capital nous conduit, à brève échéance – dans les prochaines décennies – à une catastrophe sans précédent dans l'histoire de l'humanité : le réchauffement global.

La prémisse centrale de l'écosocialisme, implicite dans le choix même de ce terme, est qu'un socialisme non écologique est une impasse, et qu'une écologie non socialiste est incapable de faire face aux enjeux actuels. Son projet d'associer le « rouge » – la critique marxiste du capital et le projet d'une société alternative – et le « vert », la critique écologique du productivisme, n'a rien à voir avec les combinaisons gouvernementales dites « rouges-vertes », entre la social-démocratie et certains partis verts, autour d'un programme social-libéral de gestion du capitalisme. L'écosocialisme est donc une proposition *radicale* – c'est-à-dire, s'attaquant à la racine de la crise écologique – qui se distingue aussi bien des variantes productivistes du socialisme du ^{xx}e siècle – que ce soit la social-démocratie ou le « communisme » de facture stalinienne – que des courants éco-

d'une « politique de gribouille » incapable d'affronter le défi du changement climatique ; le même vaut, a fortiori, pour les solutions « technologiques » qui ont la préférence des gouvernements européens : la « voiture électrique », les agrocarburants, le *clean coal* (ou charbon propre) et cette énergie merveilleuse, propre et sûre : le nucléaire (c'était avant Fukushima)...

La plus grande avancée, sur le terrain des conférences internationales, a été la COP 21 de Paris (2015) : les gouvernements participants ont reconnu la nécessité de ne pas dépasser la limite de 1,5 °C, et chacun a publiquement annoncé les réductions d'émissions qu'il s'engageait à réaliser. Formidable exploit, hélas terni par deux « détails » : 1) en l'absence de tout contrôle ou sanction, aucun pays n'a tenu ses promesses (sauf quelques petits pays africains). 2) Si tous les pays tenaient leurs engagements, la température monterait à plus de 3,3 °C (selon le Giec)...

La récente conférence des Nations unies sur le climat, convoquée à New York en 2019, illustre de façon encore plus caricaturale la formidable inertie du système (capitaliste) : aucune avancée, des discours creux, *business as usual*. À cette occasion, Greta Thunberg, la jeune rebelle suédoise, a tenu un discours historique, qui restera dans les annales de l'écologie combative. S'adressant aux gouvernements présents, elle a affirmé : « *Comment osez-vous ? Vous avez volé mes rêves et mon enfance avec vos paroles creuses. [...] Je fais pourtant partie de ceux qui ont de la chance. Les gens souffrent, ils meurent. Des écosystèmes entiers s'effondrent, nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle ? Comment osez-vous !* »

[...]

¹ Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010. Cf. le recueil collectif, organisé par Vincent Gay, *Pistes pour un anticapitalisme vert*, Paris, Syllepse, 2010, avec des collaborations de Daniel Tanuro, François Chesnais, Laurent Garrouste et d'autres. On trouve aussi une critique argumentée et précise du capitalisme vert dans les travaux des écomarxistes nord-américains : Richard Smith, « Green Capitalism : the God that Failed », *Real-World Economics Review*, n° 56, 2011, et John Bellamy Foster, Brett Clark and Richard York, *The Ecological Rift*, New York, Monthly Review Press, 2010.

logistes qui s'accommodent, d'une façon ou de l'autre, du système capitaliste. Une proposition radicale qui vise non seulement à une transformation des rapports de production, de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants, mais aussi à créer un nouveau paradigme de civilisation, en rupture avec les fondements de la civilisation capitaliste industrielle occidentale moderne.

Une des principales objections à l'écossocialisme, c'est *l'urgence* : on n'a pas le temps d'attendre l'avènement de l'écossocialisme ; il faut se mobiliser pour des mesures dans le cadre du capitalisme. Or, les écossocialistes ne proposent nullement qu'on « attende » ! Ils se mobilisent ici et maintenant pour toute mesure qui bloque la dynamique destructrice du système : c'est ce que Naomi Klein appelle *Blockadia*. Toute victoire partielle – l'annulation du projet désastreux de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le blocage du XXL Pipeline aux États-Unis – est hautement positive car elle ralentit la course vers l'abîme et suscite la confiance dans l'action collective. Ce que les écossocialistes refusent, c'est l'illusion d'un « capitalisme soutenable ». Un programme comme le *Green New Deal* peut jouer un rôle positif, dans la mesure où il rompt avec les politiques néolibérales et tente de briser le talon de fer de l'oligarchie fossile. Mais nous ne le voyons pas comme l'objectif ultime : il s'agit plutôt d'un moment dans un processus de contestation antisystémique de plus en plus radical.

[...]

ORIGINES DE L'ÉCOSOCIALISME

[...] L'idée d'un socialisme écologique – ou d'une écologie socialiste – ne commence vraiment à se développer qu'à partir des années 1970, sous des formes très diverses, dans les écrits de certains pionniers d'une réflexion « rouge et verte » : Manuel Sacristán (Espagne), Raymond Williams (Angleterre), André Gorz et Jean-Paul Déleage (France) et Barry Commoner (États-Unis). Le terme « écossocialisme », apparemment, ne commence à être utilisé qu'à partir des années 1980, quand apparaît, dans le Parti vert allemand, un courant de gauche qui se désigne comme « écossocialiste » ; ses

principaux porte-paroles sont Rainer Trupert et Thomas Ebermann. Vers cette époque paraît le livre *L'Alternative d'un dissident socialiste de l'Allemagne de l'Est* dans lequel Rudolf Bahro développe une critique radicale du modèle soviétique et est-allemand, au nom d'un socialisme écologique. Au cours des années 1980, le chercheur nord-américain James O'Connor théorise sa conception d'un marxisme écologique et fonde la revue *Capitalism, Nature and Socialism*, tandis que Frieder Otto Wolf, un député européen et dirigeant de la gauche du Parti vert allemand, et Pierre Juquin, un dirigeant communiste converti aux perspectives rouges-vertes, rédigent ensemble le livre *Europe's Green Alternative* (Montréal, 1992, Black Rose), sorte de tentative de manifeste écossocialiste européen. Parallèlement, en Espagne, autour de la revue barcelonaise *Mientras Tanto*, des disciples de Manuel Sacristán comme Francisco Fernandez Buey développent une réflexion écologique socialiste. En 2003, un courant marxiste révolutionnaire présent dans des nombreux pays, la IV^e Internationale, adopte lors de son congrès le document *La Révolution socialiste et l'Écologie*, d'inspiration clairement écossocialiste. Deux ans plus tôt, Joel Kovel et moi-même publions un Manifeste écossocialiste international, qui sert de référence pour la fondation, à Paris en 2007, du Réseau écossocialiste international – lequel distribua, lors du Forum social mondial de Belém (Brésil), la Déclaration écossocialiste de Belém, un nouveau manifeste écossocialiste au sujet du réchauffement global. Ajoutons à cela les travaux de John Bellamy Foster et de ses amis de la revue de gauche américaine bien connue *Monthly Review*, qui se réclament d'une révolution écologique avec un programme socialiste ; les écrits des écossocialistes féministes Ariel Salleh et Terisa Turner ; la revue *Canadian Dimension*, animée par les écossocialistes Ian Angus et Cy Gornik ; les réflexions du révolutionnaire péruvien Hugo Blanco sur les rapports entre indigénisme et écossocialisme ; les travaux du chercheur belge Daniel Tanuro sur le changement climatique et les impasses du « capitalisme vert » ; les recherches d'auteurs français proches du courant altermondialiste comme Jean-Marie Harribey ; les écrits du philosophe (disciple d'Ernst Bloch et d'André Gorz) Arno Münster ; les réseaux écossocialistes du Brésil et de la Turquie, les conférences écossocialistes qui commencent à s'organiser en Chine, etc. [...]

LES MARXISTES ET L'ÉCOLOGIE

Croissance exponentielle de la pollution de l'air dans les grandes villes, de l'eau potable et de l'environnement en général ; réchauffement de la planète, fonte des glaces des deux calottes polaires (Groenland et Antarctique), multiplication des catastrophes « naturelles » ; début de destruction de la couche d'ozone dans l'atmosphère terrestre ; destruction, à une vitesse grandissante, des forêts tropicales et réduction rapide de la biodiversité par l'extinction de milliers d'espèces ; épuisement des sols, désertification ; accumulation de déchets, notamment nucléaires, impossibles à gérer ; multiplication des incidents nucléaires et menace d'un nouveau Tchernobyl ; pollution de la nourriture par les pesticides et autres substances toxiques, manipulations génétiques, « vache folle » et autres viandes aux hormones... Tous les clignotants sont au rouge : il est évident que la course folle au profit, la logique productiviste et mercantile de la civilisation capitaliste industrielle nous conduit à un désastre écologique aux proportions incalculables. Ce n'est pas céder au « catastrophisme » que de constater que la dynamique de « croissance » infinie induite par l'expansion capitaliste menace de destruction les fondements naturels de la vie humaine sur la planète ¹².

Comment réagir à ce danger ? Le socialisme et l'écologie – ou du moins certains de ses courants – ont des objectifs communs, qui impliquent une mise en question de l'autonomisation de l'économie, du règne de la quantification, de la production comme but en soi, de la dictature de l'argent, de la réduction de l'univers social au calcul des marges de rentabilité et aux besoins de l'accumulation du capital. Socialisme et écologie se réclament tous les deux de valeurs qualitatives : la valeur d'usage, la satisfaction des besoins, l'égalité sociale pour le premier, la sauvegarde de la nature, l'équilibre écologique pour la seconde. Tous deux conçoivent l'économie comme « encastrée » dans l'environnement : environnement social ou environnement naturel.

La question écologique est, à mon avis, le grand défi pour un renouveau de la pensée marxiste au seuil du XXI^e siècle. Elle exige des marxistes une révision critique profonde de leur conception traditionnelle des

L'écossocialisme est un projet d'avenir, une utopie radicale, un horizon du possible, mais aussi, et inséparablement – comme nous l'avons vu plus haut – une action autour d'objectifs et de propositions concrètes et immédiates. Le seul espoir pour le futur réside dans des mobilisations comme celle de Seattle en 1999, qui a vu la convergence des écologistes et des syndicalistes, ainsi que la naissance du mouvement altermondialiste ; ou les protestations de cent mille personnes à Copenhague en 2009, autour du mot d'ordre « Changeons le système, pas le climat » ; ou encore la Conférence des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère, à Cochabamba (Bolivie) en avril 2010, qui a rassemblé plus de trente mille délégués de mouvements indigènes, paysans et écologiques du monde entier ; et surtout, la formidable mobilisation de la jeunesse en septembre 2019 contre le changement climatique. Inspirés par les critiques radicales de Greta Thunberg contre les « décideurs » aveuglés par l'argent et par le mythe de la « croissance », quatre millions de jeunes et moins jeunes sont descendus dans les rues de plus de deux cents pays.

Dans ce combat engagé dans beaucoup de pays, notamment en Amérique du Nord et du Sud, les communautés indigènes jouent un rôle déterminant dans la résistance aux projets écocides du capital. Et parmi les indigènes, les femmes – premières victimes de l'empoisonnement des eaux et de la destruction des forêts – sont souvent en première ligne. Rappelons l'exemple de Berta Caceres, fondatrice en 1993 (à l'âge de 20 ans) du Conseil citoyen des organisations des peuples amérindiens du Honduras (Copinh), qui a mené la résistance contre les mégaprojets des multinationales confisquant l'eau des indigènes. Après avoir reçu le Prix international Goldman pour l'environnement, elle est assassinée en avril 2016 par des sicaires au service des affairistes. Les donneurs d'ordres n'ont pas été inquiétés. Aujourd'hui, Berta Caceres est une référence et une inspiration pour toute une génération de jeunes femmes combattives.



¹² Voir à ce sujet l'excellent ouvrage de Joel Kovel, *The Enemy of Nature. The End of Capitalism or the End of the World?* New York, Zed Books, 2002.

« forces productives », ainsi qu'une rupture radicale avec l'idéologie du progrès linéaire et avec le paradigme technologique et économique de la civilisation industrielle moderne. Walter Benjamin fut l'un des premiers marxistes du xx^e siècle à réfléchir à cette question : dès 1928, dans son livre *Sens Unique*, il dénonçait l'idée de domination de la nature comme « un enseignement impérialiste » et proposait une nouvelle conception de la technique : non plus maîtrise de la nature par l'homme, mais « maîtrise du rapport entre la nature et l'humanité ¹³ ». Quelques années plus tard, dans les *Thèses sur le concept d'Histoire* (*Über den Begriff der Geschichte*, 1940), il enrichit le matérialisme historique avec les idées de Charles Fourier : ce visionnaire utopique avait rêvé « d'un travail qui, bien loin d'exploiter la nature, est en mesure de faire naître d'elle les créations qui sommeillent en son sein ¹⁴. » On peut aussi mentionner le socialiste autrichien Julius Dickmann, auteur d'un essai pionnier publié en 1933 dans *La Critique sociale* : selon lui, le socialisme serait le résultat non pas d'un « essor impétueux des forces productives », mais plutôt une nécessité imposée par le « rétrécissement du réservoir de ressources naturelles » dilapidées par le capital. Le développement « irréféchi » des forces productives par le capitalisme mine les conditions même d'existence du genre humain ¹⁵.

Aujourd'hui encore le marxisme est loin d'avoir comblé son retard dans ce terrain. Mais certaines réflexions commencent à s'attaquer à cette tâche. Une piste féconde a été ouverte par l'écologiste et « marxiste-polanyiste » américain James O'Connor : il faut ajouter à la première contradiction du capitalisme, examinée par Marx, entre forces et rapports de production, une deuxième contradiction, entre les forces productives et les conditions de production : les tra-

vailleurs, l'espace urbain, la nature. Par sa dynamique expansionniste, le capital met en danger ou détruit ses propres conditions, à commencer par l'environnement naturel – une possibilité que Marx n'avait pas prise suffisamment en considération ¹⁶.

Une autre approche intéressante est suggérée dans un texte récent d'un écomarxiste italien : « *La formule selon laquelle se produit une transformation des forces potentiellement productives en forces effectivement destructrices, surtout par rapport à l'environnement, nous semble plus appropriée et plus significative que le schéma bien connu de la contradiction entre forces productives (dynamiques) et rapports de productions (qui les enchaînent). Par ailleurs, cette formule permet de donner un fondement critique et non apologétique au développement économique, technologique, scientifique, et donc d'élaborer un concept de progrès "différencié"* (E. Bloch) ¹⁷. »

Qu'il soit marxiste ou pas, le mouvement ouvrier traditionnel en Europe – syndicats, partis sociaux-démocrates et communistes – reste encore profondément marqué par l'idéologie du « progrès » et par le productivisme, allant même, dans certains cas, jusqu'à défendre, sans se poser trop de questions, l'énergie nucléaire ou l'industrie automobile. Il est vrai qu'un début de sensibilisation écologiste est en train de se développer, notamment dans les syndicats et partis de gauche des pays nordiques, en Espagne, en Allemagne, etc.

L'ÉCOSOCIALISME

La grande contribution de l'écologie a été – et est encore – de nous faire prendre conscience des dangers qui menacent la planète en conséquence de l'actuel mode de production et de consommation. La croissance exponentielle des agressions contre l'environnement, la menace grandissante d'une rupture de l'équilibre écologique déterminent un scénario-catastrophe qui pose la question de la perpétuation même de la vie humaine. Nous sommes confrontés à une *crise de civilisation* qui exige des changements radicaux.

Le problème est que les propositions avancées par les courants dominants de l'écologie politique européenne

³ Walter Benjamin, *Sens Unique*, Paris, Éditions Maurice Nadeau, 1978, p. 243.

⁴ Walter Benjamin, « Thèses sur le concept d'histoire », in *L'homme, le langage et la culture*, Paris, Denoël, 1971, p. 190.

⁵ « La véritable limite de la production capitaliste », in *La Critique sociale*, n° 9, septembre 1933.

⁶ James O'Connor, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », *Actuel Marx* n° 12 : « L'écologie, ce matérialisme historique », Paris, 1992.

⁷ Tiziano Bagarolo, « Encore sur marxisme et écologie », *Quatrième Internationale*, n° 44, mai-juillet 1992, p.25.

sont très insuffisantes ou aboutissent à des impasses. Leur principale faiblesse est d'ignorer la connexion nécessaire entre le productivisme et le capitalisme, ce qui conduit à l'illusion d'un «capitalisme propre» ou de réformes capables d'en contrôler les «excès» (comme par exemple les écotaxes). Ou alors, prenant comme prétexte l'imitation, par les économies bureaucratiques de commandement, du productivisme occidental, ils renvoient dos à dos capitalisme et «socialisme» comme variantes du même modèle – un argument qui a beaucoup perdu de son intérêt après l'écroulement du prétendu «socialisme réel».

Les écologistes se trompent s'ils pensent pouvoir faire l'économie de la critique marxienne du capitalisme: une écologie qui ne se rend pas compte du rapport entre «productivisme» et logique du profit est vouée à l'échec –ou pire, à la récupération par le système. Les exemples ne manquent pas... L'absence d'une position anticapitaliste cohérente a conduit la plupart des partis verts européens –de France, d'Allemagne, d'Italie et de Belgique– à devenir de simples partenaires «écორéformistes» de la gestion sociale-libérale du capitalisme par les gouvernements de centre gauche.

Considérant les travailleurs comme irrémédiablement voués au productivisme, certains écologistes font l'im-passe sur le mouvement ouvrier, et ont inscrit sur leur drapeau: «Ni gauche, ni droite». D'anciens marxistes convertis à l'écologie déclarent hâtivement «adieu à la classe ouvrière» (André Gorz), tandis que d'autres (Alain Lipietz) insistent qu'il faut quitter le «rouge» –c'est-à-dire le marxisme ou le socialisme– pour adhérer au «vert», nouveau paradigme qui apporterait une réponse à tous les problèmes économiques et sociaux.

Enfin, dans les courants dits «fondamentalistes» (ou *deep ecology*) on voit s'esquisser, sous prétexte de combat contre l'anthropocentrisme, un refus de l'humanisme qui conduit à des positions relativistes mettant toutes les espèces vivantes sur le même niveau. Faut-il vraiment considérer que le bacille de Koch ou l'anophèle ont le même droit à la vie qu'un enfant malade de tuberculose ou de malaria ?

Qu'est-ce donc que l'écосocialisme? Il s'agit d'un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Pour les écосocialistes, la logique du marché et du profit –de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique de feu le «socialisme réel»– est incompatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel. Tout en critiquant l'idéologie des courants dominants du mouvement ouvrier, ils savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système, et pour l'établissement d'une nouvelle société, socialiste et écologique.

L'écосocialisme s'est développé surtout au cours des trente dernières années, grâce aux travaux de penseurs de taille tels que Manuel Sacristán et Raymond Williams, Rudolf Bahro et André Gorz (dans leurs premiers écrits), ainsi que grâce aux précieuses contributions de James O'Connor, Barry Commoner, John Bellamy Foster, Joel Kovel, Juan Martinez Allier, Francisco Fernandez Buey, Jorge Riechman, Jean-Paul Déléage, Jean-Marie Harribey, Elmar Altvater, Frieder Otto Wolf, et beaucoup d'autres, qui s'expriment dans un réseau de revues telles que *Capitalism, Nature and Socialism, Ecologia Politica*, etc.

Ce courant est loin d'être politiquement homogène, mais la plupart de ses représentants partagent certains thèmes communs. En rupture avec l'idéologie productiviste du progrès –dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique– et en opposition à l'expansion infinie d'un mode de production et de consommation destructeur de la nature, il représente une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du socialisme marxiste avec les acquis de la critique écologique.

James O'Connor définit comme écосocialistes les théories et les mouvements qui aspirent à subordonner la valeur d'échange à la valeur d'usage, en organisant la production en fonction des besoins sociaux et des exigences de la protection de l'environnement. Leur finalité, un socialisme écologique, serait une société écologically rationnelle fondée sur le contrôle démocratique, l'égalité sociale, et la prédominance de la valeur d'usage¹⁸. J'ajouterai que cette société suppose

⁸ James O'Connor, *Natural Causes. Essays in Ecological Marxism*, New York, The Guilford Press, 1998, p. 278, 331.

la propriété collective des moyens de production, une planification démocratique qui permette à la société de définir les buts de la production et les investissements, et une nouvelle structure technologique des forces productives.

Le raisonnement écosocialiste repose sur deux arguments essentiels :

1) Le mode de production et de consommation actuel des pays capitalistes avancés, fondé sur une logique d'accumulation illimitée (du capital, des profits, des marchandises), de gaspillage des ressources, de consommation ostentatoire et de destruction accélérée de l'environnement, ne peut aucunement être étendu à l'ensemble de la planète, sous peine de crise écologique majeure. Ce système est donc nécessairement fondé sur le maintien et l'aggravation de l'inégalité criante entre le Nord et le Sud.

2) En tout état de cause, la continuation du « progrès » capitaliste et l'expansion de la civilisation fondée sur l'économie de marché – même sous cette forme brutalement inégalitaire – menace directement, à moyen terme (toute prévision serait hasardeuse), la survie même de l'espèce humaine. La sauvegarde de l'environnement naturel est donc un impératif humaniste.

La rationalité bornée du marché capitaliste, avec son calcul immédiatiste des pertes et des profits, est intrinsèquement contradictoire avec une rationalité écologique, qui prend en compte la temporalité longue des cycles naturels. Il ne s'agit pas d'opposer les « mauvais » capitalistes écocides aux « bons » capitalistes verts : c'est le système lui-même, fondé sur l'impitoyable compétition, les exigences de rentabilité, la course au profit rapide qui est destructeur des équilibres naturels. Le prétendu capitalisme vert n'est qu'une manoeuvre publicitaire, une étiquette visant à vendre une marchandise, ou, dans le meilleur des cas,

une initiative locale équivalente à une goutte d'eau sur le sol aride du désert capitaliste.

Contre le fétichisme de la marchandise et l'autonomisation réifiée de l'économie par le néolibéralisme, l'enjeu de l'avenir, pour les écosocialistes, est la mise en œuvre d'une « économie morale » au sens que donnait Edward Palmer Thompson à ce terme, c'est-à-dire une politique économique fondée sur des critères non monétaires et extra-économiques : en d'autres termes, la « réinjection » de l'économique dans l'écologique, le social et le politique⁹.

Les réformes partielles sont totalement insuffisantes : il faut remplacer la microrationalité du profit par une macrorationalité sociale et écologique, ce qui exige un véritable *changement de civilisation*¹⁰. Cela est impossible sans une profonde *réorientation technologique*, visant au remplacement des sources actuelles d'énergie par d'autres, non polluantes et renouvelables, telles que l'énergie éolienne ou solaire¹¹. La première question qui se pose est donc celle du contrôle des moyens de production et, surtout, des décisions d'investissement et de mutation technologique, qui doit être arraché aux banques et aux entreprises capitalistes pour devenir le bien commun de la société. Certes, le changement radical concerne non seulement la production, mais aussi la consommation. Cependant, le problème de la civilisation bourgeoise industrielle n'est pas – comme le prétendent souvent les écologistes – « la consommation excessive » de la population, et la solution n'est pas une « limitation » générale de la consommation, notamment dans les pays capitalistes avancés. C'est le *type de consommation* actuel, fondé sur l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande, l'obsession accumulatrice, qui doit être remis en question.

Une réorganisation d'ensemble du mode de production et de consommation est nécessaire, fondée sur des critères *extérieurs au marché capitaliste* : les besoins réels de la population (« solvables » ou non) et la sauvegarde de l'environnement. En d'autres termes, *une économie de transition au socialisme*, « ré-encadrée » (comme dirait Karl Polanyi) dans l'environnement social et naturel, parce que fondée sur le choix démocratique des priorités et des investissements par la population elle-

⁹ Cf. Daniel Bensaid, *Marx l'intempestif*, p. 385-386, 396 et Jorge Riechman, *Problemas con los frenos de emergencia ?*, Madrid, Editorial Revolución, 1991, p. 15.

¹⁰ Cf. Jorge Riechman, « El socialismo puede llegar solo en bicicleta », *Papeles de la Fondation de Investigaciones Marxistas*, Madrid, n° 6, 1996.

¹¹ Certains marxistes rêvent déjà d'un « communisme solaire » : cf. David Schwartzman, « Solar Communism », in *Science and Society*, special issue *Marxism and Ecology*, vol. 60 ; n° 3, automne 1996.

même – et non par les «lois du marché» ou par un politburo omniscient. En d'autres termes, une planification démocratique locale, nationale, et, tôt ou tard, internationale, définissant :

- 1) quels produits devront être subventionnés ou même distribués gratuitement ;
- 2) quelles options énergétiques devront être poursuivies, même si elles ne sont pas, dans un premier temps, les plus « rentables » ;
- 3) comment réorganiser le système des transports, en fonction de critères sociaux et écologiques ;
- 4) quelles mesures prendre pour réparer, le plus vite possible, les gigantesques dégâts environnementaux laissés « en héritage » par le capitalisme. Et ainsi de suite...

Cette transition conduirait non seulement à un nouveau mode de production et à une société égalitaire et démocratique, mais aussi à un *mode de vie alternatif*, à une *civilisation nouvelle*, écosocialiste, au-delà du règne de l'argent, des habitudes de consommation artificiellement induites par la publicité et de la production à l'infini de marchandises nuisibles pour l'environnement (la voiture individuelle !).

Utopie ? Au sens étymologique (« nulle part »), sans doute. Mais si l'on ne croit pas, avec Hegel, que « tout ce qui est réel est rationnel, et tout ce qui est rationnel est réel », comment penser une rationalité substantielle sans faire appel à des utopies ? L'utopie est indispensable au changement social, à condition qu'elle soit fondée sur les contradictions de la réalité et sur des mouvements sociaux réels. C'est le cas de l'écosocialisme, qui propose une stratégie d'alliance entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologique – et de solidarité avec les opprimés et exploités du Sud.

Cette alliance implique que l'écologie renonce aux tentations du naturalisme antihumaniste et abandonne sa prétention à remplacer la critique de l'économie politique. Cette convergence implique aussi que le marxisme se débarrasse du productivisme, en substituant le schéma mécaniste de l'opposition entre le développement des forces productives et des rapports de production qui l'entravent par l'idée, bien plus fé-

conde, d'une transformation des forces potentiellement productives en forces effectivement destructrices ¹¹².

DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES OU SUBVERSION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ?

Un certain marxisme classique – s'appuyant sur quelques passages de Karl Marx et de Friedrich Engels – part de la contradiction entre forces et rapports de production, et définit la révolution sociale comme la suppression des rapports de production capitalistes, devenus un obstacle au libre développement des forces productives. Cette conception semble considérer l'appareil productif comme « neutre », et son développement comme illimité.

Il faut rejeter cette perspective, d'un point de vue écosocialiste, en s'inspirant des remarques de Karl Marx sur la Commune de Paris : les travailleurs ne peuvent pas s'emparer de l'appareil d'État capitaliste et le mettre à fonctionner à leur service. Ils doivent le « briser » et le remplacer par un autre, de nature totalement distincte, une forme non étatique et démocratique de pouvoir politique.

Ces considérations valent, *mutatis mutandis*, pour l'appareil productif : par sa nature et sa structure, il n'est pas neutre, mais au service de l'accumulation du capital et de l'expansion illimitée du marché. Il est en contradiction avec les exigences de sauvegarde de l'environnement et de santé de la force de travail. Il faut donc le « révolutionner », en transformant radicalement sa nature. Cela peut signifier, pour certaines branches de la production – les centrales nucléaires par exemple – de le « briser ». En tout cas, les forces productives elles-mêmes doivent être profondément modifiées.

Cela signifie tout d'abord une révolution énergétique : le remplacement des énergies non renouvelables, responsables de la pollution et de l'empoisonnement de l'environnement (charbon, pétrole et nucléaire), par des énergies « douces » et renouvelables : eau, vent, soleil.

Mais c'est l'ensemble du mode de production et de consommation – fondé, notamment, sur la voiture indi-

viduelle et de nombreux autres produits énergivores— qui doit être transformé et cette transformation doit aller de pair avec la suppression des rapports de production capitalistes au cours du processus de transition au socialisme. Il va de soi que chaque transformation du système productif ou des transports —remplacement progressif de la route par le train— doit se faire avec la garantie du plein emploi de la force de travail.

Quel sera l'avenir des forces productives dans cette transition au socialisme —un processus historique qui ne se compte pas en mois ni même en années ? Deux écoles s'affrontent au sein de ce qu'on pourrait appeler la gauche écologique :

1) L'école optimiste, selon laquelle, grâce au progrès technologique et aux énergies douces, le développement des forces productives socialistes pourrait connaître une expansion illimitée de manière à satisfaire «chacun selon ses besoins». Cette école ne prend pas en compte les limites naturelles de la planète et finit par reproduire, sous l'étiquette «développement durable», le modèle socialiste ancien.

2) L'école pessimiste qui, partant de ces limites naturelles, considère qu'il faudrait limiter, de façon draconienne, la croissance démographique et le niveau de vie des populations. Il faudrait ainsi réduire de moitié la consommation d'énergie, au prix du renoncement à notre mode de vie (maisons individuelles, au chauffage, etc.) Comme ces mesures sont fort impopulaires, cette école caresse, parfois, le rêve d'une «dictature écologique éclairée».

Il me semble que ces deux écoles partagent une conception purement *quantitative* du développement des forces productives. Il y a une troisième position, qui me paraît plus appropriée, dont l'hypothèse principale est le *changement qualitatif* du développement : mettre fin au monstrueux gaspillage des ressources par le capitalisme, fondé sur la production à grande échelle de produits inutiles ou nuisibles, dont l'industrie d'armement offre un exemple évident.

Dès lors, la question se pose : comment distinguer les besoins authentiques de ceux artificiels et factices ? Ces derniers sont induits par le système de manipulation mentale qui s'appelle «publicité». Pièce indispensable au fonctionnement du marché capitaliste, la pub est vouée à

disparaître dans une société de transition au socialisme, pour être remplacée par l'information fournie par les associations de consommateurs. Le critère pour distinguer un besoin authentique d'un besoin artificiel, c'est sa persistance après la suppression de la publicité... (Coca-Cola !).

La voiture individuelle, en revanche, répond à un besoin réel, mais dans un projet écosocialiste fondé sur l'abondance des transports publics gratuits, celle-ci aura un rôle bien plus réduit que dans la société bourgeoise, où elle est devenue un fétiche marchand, un signe de prestige et le centre de la vie sociale, culturelle, sportive et érotique des individus.

Certes, répondront les pessimistes, mais les individus sont mus par des désirs et des aspirations infinis, qu'il faut contrôler et refouler. Or, l'écosocialisme est basé sur un pari, qui était déjà celui de Marx : la prédominance, dans une société sans classes, de l'«être» sur l'«avoir», c'est-à-dire la réalisation personnelle, par des activités culturelles, ludiques, érotiques, sportives, artistiques, politiques, plutôt que le désir d'accumulation à l'infini de biens et de produits. Ce dernier est induit par l'idéologie bourgeoise et par la publicité, et rien n'indique qu'il constitue une «nature humaine éternelle».

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de conflits entre les exigences de la protection de l'environnement et les besoins sociaux, entre les impératifs écologiques et les nécessités du développement, notamment dans les pays pauvres. C'est à la démocratie socialiste, libérée des impératifs du capital et du «marché», de résoudre ces contradictions.

CONVERGENCES DANS LE COMBAT

L'utopie révolutionnaire d'un socialisme vert ou d'un «communisme solaire» ne signifie pas que l'on ne doit pas agir *dès maintenant*. Ne pas avoir d'illusions sur la possibilité d'«écologiser» le capitalisme n'implique pas de renoncer au combat pour des *réformes immédiates*. Par exemple, certaines formes d'écotaxes peuvent être utiles, à condition qu'elles soient portées par une logique sociale égalitaire (faire payer les pollueurs et non les consommateurs), et qu'on se débarrasse du mythe d'un

calcul économique du « prix de marché » des dégâts écologiques : ce sont des variables *incommensurables* du point de vue monétaire. Nous avons désespérément besoin de gagner du temps, de lutter *immédiatement* pour l'interdiction des CFC qui détruisent la couche d'ozone, pour un moratoire sur les OGM, pour des limitations sévères des émissions de gaz responsables de l'effet de serre, pour privilégier les transports publics par rapport à la voiture individuelle polluante et antisociale **113**.

Le piège qui nous menace sur ce terrain, c'est de voir nos revendications prises formellement en compte, mais vidées de leur contenu. Ce fut le cas du protocole de Kyoto sur le changement climatique, qui prévoyait une réduction minimale, de 5 % par rapport à 1990 – bien trop peu pour des résultats vraiment efficaces – des émissions de gaz à effet de serre. Les États-Unis, principale puissance responsable de l'émission de ces gaz, se refusent obstinément à signer cet accord ; quant à l'Europe, au Japon et au Canada, ils l'ont certes ratifié, mais en l'assortissant de clauses (le célèbre « marché de droits d'émission », ou la reconnaissance des soi-disant « puits de carbone ») qui en réduisent énormément la portée, déjà limitée. Plutôt que les intérêts à long terme de l'humanité, ont primé ceux, à courte vue, des multinationales du pétrole et du complexe industriel de l'automobile **114**.

Le combat pour des réformes écosociales peut être porteur d'une dynamique de changement, de transition entre les demandes minimales et le programme maximal, à condition qu'on refuse les arguments et les pressions des intérêts dominants, au nom des « règles du marché », de la « compétitivité » ou de la « modernisation ».

Certaines demandes immédiates sont déjà, ou peuvent rapidement devenir, le lieu d'une convergence entre mouvements sociaux et mouvements écologistes, syndicats et défenseurs de l'environnement, « rouges » et « verts » :

13 Jorge Riechmann, « Necesitamos una reforma fiscal guiada por criterios igualitarios y ecológicos », in *De la economía a la ecología*, Madrid, Editorial Trotta, 1995.

14 Voir l'analyse éclairante de John Bellamy Foster, « Ecology Against Capitalism », *Monthly Review*, vol. 53, n° 5, octobre 2001, p. 12-14.

15 Voir Pierre Rousset, « Convergence de combats. L'écologique et le social », *Rouge*, 16 mai 1996, p. 8-9.

16 Jorge Riechmann, *El socialismo puede llegar solo en bicicleta*, p. 57.

– la promotion de transports publics (trains, métros, bus, tramways) bon marché ou gratuits comme alternative à l'étouffement et à la pollution des villes et des campagnes par la voiture individuelle et par le système des transports routiers.

– la lutte contre le système de la dette et les politiques d'ajustements ultralibéraux imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale aux pays du Sud, qui entraînent des conséquences sociales et écologiques dramatiques : chômage massif, destruction des protections sociales et des cultures vivrières, destruction des ressources naturelles pour favoriser l'exportation.

– la défense de la santé publique ; la lutte contre la pollution de l'air, de l'eau (nappes phréatiques) ou de la nourriture qui trouve sa cause dans l'avidité des grandes entreprises capitalistes.

– la réduction du temps de travail comme réponse au chômage et comme vision de la société privilégiant le temps libre par rapport à l'accumulation de biens **115**.

Toutefois, dans le combat pour une nouvelle civilisation, à la fois plus humaine et plus respectueuse de la nature, c'est l'ensemble des mouvements sociaux émancipateurs qu'il faut associer. Comme le dit si bien Jorge Riechmann : « *Ce projet ne peut renoncer à aucune des couleurs de l'arc-en-ciel : ni le rouge du mouvement ouvrier anticapitaliste et égalitaire, ni le violet des luttes pour la libération de la femme, ni le blanc des mouvements non-violents pour la paix, ni l'anti-autoritarisme noir des libertaires et anarchistes, et encore moins le vert de la lutte pour une humanité juste et libre sur une planète habitable* **116**. »

L'écologie sociale est devenue une force sociale et politique présente sur le terrain dans la plupart des pays européens, et aussi, dans une certaine mesure, aux États-Unis. Mais rien ne serait plus faux que de considérer que les questions écologiques ne concernent que les pays du Nord – un luxe des sociétés riches. On observe d'ailleurs l'émergence croissante de *mouvements sociaux à dimension écologique* dans les pays du capitalisme périphérique (le « Sud »).

Ces mouvements réagissent à une aggravation des problèmes écologiques en Asie, en Afrique et en Amérique latine, résultant d'une politique délibérée d'« exportation de la pollution » par les pays impérialistes. Cette

politique a d'ailleurs une «légitimation» économique imbattable – du point de vue de l'économie capitaliste de marché – récemment formulée par un éminent expert de la Banque mondiale, Lawrence Summers : les pauvres coûtent moins cher ! Pour citer ses propres termes : « *La mesure des coûts de la pollution nuisible à la santé dépend des rendements perdus à cause de la morbidité et de la mortalité accrues. De ce point de vue, une quantité donnée de pollution nuisible à la santé devrait être réalisée dans le pays aux coûts les plus bas, c'est-à-dire le pays avec les salaires les plus bas* ¹⁷. » Une formulation cynique qui révèle beaucoup mieux la logique du capital global que tous les discours lénifiants sur le «développement» des institutions financières internationales.

On voit ainsi apparaître dans les pays du Sud des mouvements que Joan Martinez-Alier appelle « l'écologie du pauvre » ou encore « le néonarodnisme écologique ». Il s'agit de mobilisations populaires en défense de l'agriculture paysanne et de l'accès communal aux ressources naturelles, menacés de destruction par l'expansion agressive du marché (ou de l'État), ainsi que des luttes contre la dégradation de l'environnement immédiat provoquée par l'échange inégal, l'industrialisation dépendante, les manipulations génétiques et le développement du capitalisme (l'agrobusiness) dans les campagnes. Souvent, ces mouvements ne se définissent pas comme écologistes, mais leur combat n'en comporte pas moins une dimension écologique déterminante ¹⁸.

Il va de soi que ces mouvements ne s'opposent pas aux améliorations apportées par le progrès technologique : au contraire, la demande d'électricité, d'eau courante, de canalisations d'égouts et de dispensaires médicaux figure en bonne place dans leur plateforme de revendications. Ce qu'ils refusent, c'est la pollution et la destruction de leur milieu naturel au nom des lois du marché et des impératifs de l'expansion capitaliste.

Un texte du dirigeant paysan péruvien Hugo Blanco exprime remarquablement la signification de cette «écologie des pauvres» : « *À première vue, les défenseurs de*

l'environnement ou les conservationnistes apparaissent comme des types gentils, légèrement fous, dont le principal objectif dans la vie est d'empêcher la disparition des baleines bleues ou des ours pandas. Le peuple a des préoccupations bien plus importantes, par exemple gagner son pain quotidien. [...] Cependant, il existe au Pérou un grand nombre de gens qui sont des défenseurs de l'environnement. Bien sûr, si on leur dit : "vous êtes des écologistes", ils répondront probablement : "écologiste ta sœur"... Et pourtant : les habitants de la ville d'Ilo et des villages environnants, en lutte contre la pollution provoquée par la Southern Peru Copper Corporation, ne sont-ils pas des défenseurs de l'environnement ? [...] Et la population de l'Amazonie, n'est-elle pas totalement écologiste, prête à mourir pour défendre ses forêts contre la déprédation ? De même que la population pauvre de Lima, lorsqu'elle proteste contre la pollution des eaux ¹⁹. »

Aujourd'hui, au début du ^{xxi} siècle, l'écologie sociale est devenue l'une des composantes les plus importantes du vaste mouvement contre la globalisation capitaliste néolibérale qui s'est répandue aussi bien au Nord qu'au Sud de la planète. La présence massive des écologistes a été l'une des caractéristiques frappantes de la grande manifestation de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce en 1999. Et lors du Forum social mondial de Porto Alegre de 2001, un des actes symboliques forts a été l'opération d'arrachage d'une plantation de maïs transgénique de la multinationale Monsanto, menée ensemble par des militants du Mouvement des sans-terre (MST) brésilien et de la Confédération paysanne française de José Bové. Le combat contre la multiplication incontrôlée des OGM mobilise, au Brésil, en France et dans d'autres pays, non seulement le mouvement écologiste, mais aussi le mouvement paysan et une partie de la gauche, avec la sympathie de l'opinion publique, inquiète des conséquences imprévisibles des manipulations transgéniques sur la santé publique et l'environnement naturel. Lutte contre la marchandisation du monde et défense de l'environnement, résistance à la dictature des multinationales et combat pour l'écologie sont intimement liés dans la réflexion et la pratique du mouvement mondial contre la mondialisation capitaliste libérale.

¹⁷ Cf. « *Let Them Eat Pollution* », *The Economist*, 8 février 1992.

¹⁸ Joan Martinez-Alier, « *Political Ecology, Distributional Conflicts, and Economic Incommensurability* », *New Left Review*, n° 211, mai-juin 1995, p. 83-84.

¹⁹ Article publié dans *La Repubblica*, le 6 avril 1991 et cité par Martinez-Alier.



QUI SOMMES-NOUS ?

gauche-ecosocialiste.org

Nous sommes une gauche de rupture radicale pour nous défaire du capitalisme. Nous voulons garder le meilleur des traditions d'un mouvement ouvrier conscient que les luttes féministes, antiracistes, LGBTQI, celles des personnes en situation de handicap contribuent à l'unité de notre camp social. Elles sont constitutives de tout projet d'émancipation. Nous sommes une gauche écosocialiste pour engager les révolutions de notre temps. Elles sont indissociablement écologiques, sociales, féministes et démocratiques. Investies au sein de La France Insoumise depuis sa création, nous voulons, par notre contribution à l'action et à la réflexion, œuvrer à sa réussite et à celle de la NUPES. Nous faisons face aujourd'hui à **une crise globale**. La reproduction du système capitaliste constitue une menace imminente pour la préservation des conditions de vie sur la planète. Si elle n'est pas jugulée, cette crise écologique et sociale sans précédent entraînerait l'humanité dans la barbarie.

POUR CHANGER LE MONDE ET CHANGER LA VIE, UNE RÉVOLUTION EST NÉCESSAIRE

Cette révolution sera sociale pour permettre aux femmes et aux hommes de se réapproprier leur vie. **Elle sera écologique** pour garder une planète vivable. **Elle sera féministe** pour mettre fin au patriarcat. Elle se donnera pour but **d'éradiquer les oppressions structurelles** qui se manifestent dans le racisme et les discriminations envers les personnes LGBTQI. Face aux agressions et aux dominations impérialistes, **cette révolution sera internationaliste**. Cette perspective **écosocialiste** d'émancipation appelle **une nouvelle synthèse entre tous les combats** à mener en vue d'une réorganisation démocratique de la société pour garder la Terre vivable et un avenir désirable pour toutes et tous. Contre toutes les formes d'exploitation des écosystèmes et de l'humain, contre toutes les formes de domination et d'oppression, nous portons l'exigence d'une vie digne, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de l'antiracisme, de l'écologie populaire et d'une décroissance choisie, d'une démocratie réelle étendue à l'ensemble de la vie économique et sociale.

NOUS AGISSONS POUR RENDRE CES RÉVOLUTIONS POSSIBLES

Le capitalisme néolibéral mène une impitoyable guerre de classe. Pour gagner, nous avons besoin que se réalise **l'unité des exploités.es et des opprimés.es**. Nous voulons voir dans leurs luttes des embryons et des prémices du pouvoir populaire nécessaire pour développer un processus effectif et durable de transformation des rapports sociaux. Nous faisons nôtre l'idée de Marx selon laquelle « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » en incluant toutes celles et tous ceux qui participent à la vie sociale dans tous ses aspects. L'auto-organisation de la société ainsi engagée se prolonge au travers de **l'autogestion et de l'auto-gouvernement populaire**. C'est dans cette perspective que nous appelons à rejoindre et à construire la **Gauche écosocialiste** comme **force politique organisée et démocratique pour l'auto-émancipation**.

